

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

3^e Législature

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1967-1968

COMPTE RENDU INTEGRAL — 27^e SEANCE

1^{re} Séance du Mardi 21 Mai 1968.

SOMMAIRE

1. — Remplacement d'un membre de commissions spéciales (p. 1981).
2. — Représentation de l'Assemblée nationale au sein d'un organisme extraparlémentaire (p. 1982).
3. — Réunion de commissions (p. 1982).
4. — Discussion sur une motion de censure (p. 1982).
Texte de la motion de censure.
MM. le président, Billères Pompidou, Premier ministre ; Waldeck Rochet, Duhamel, Poujade.
M. Henry Rey.
Renvoi de la suite de la discussion.
5. — Ordre du jour (p. 1991).

PRESIDENCE DE M. JACQUES CHABAN-DELMAS

La séance est ouverte à seize heures.

M. le président. La séance est ouverte.

* (1 f.)

— 1 —

REPLACEMENT D'UN MEMBRE DE COMMISSIONS SPECIALES

M. le président. J'informe l'Assemblée que le groupe de la fédération de la gauche démocrate et socialiste a désigné M. Jacques Maroselli pour remplacer M. Bouthière :

1^o Dans la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence de publicité télévisée » ;

2^o Dans la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de diffusion de messages publicitaires par l'O. R. T. F.

Cette double candidature a été affichée le 21 mai 1968, à dix heures trente.

Elle sera considérée comme ratifiée par l'Assemblée si aucune opposition signée de trente députés au moins n'a été déposée dans le délai d'un jour franc après cet affichage.

— 2 —

REPRÉSENTATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE AU SEIN D'UN ORGANISME EXTRAPARLEMENTAIRE

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre une demande de désignation de six membres chargés de représenter l'Assemblée nationale au sein de la commission chargée d'examiner les problèmes posés par la répartition des responsabilités publiques entre l'Etat et les diverses collectivités locales.

Les candidatures devront être remises à la présidence, au plus tard le mercredi 5 juin 1968, à 18 heures.

La nomination, éventuellement par scrutin, aura lieu au début de la séance qui suivra leur publication.

L'Assemblée voudra sans doute confier à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, le soin de remettre à la présidence le nom de ses candidats.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

— 3 —

REUNION DE COMMISSIONS

M. le président. J'informe l'Assemblée des réunions de commissions prévues pour demain mercredi 22 mai 1968 :

Commission des affaires culturelles à 9 heures ;

Commission des lois à 14 heures ;

Commission de la production et des échanges à 11 heures ;

Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi Fréville, tendant à assurer l'objectivité de l'O. R. T. F. à 14 heures.

— 4 —

DISCUSSION SUR UNE MOTION DE CENSURE

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion et le vote sur la motion de censure déposée par MM. Mitterrand, Waldeck Rochet, Guy Mollet, Robert Ballanger, Defferre, Billoux, Bouthière, Raymond Barbet, Cornut-Gentille, Chambaz, Chandernagor, Coste, Robert Fabre, Juquin, Labarrère, Depietri, Darchicourt, Baillot, Georges Bonnet, Paul Laurent, Paul Duraffour, Dupuy, Marceau Laurent, Ilostier, Leccia, Houël, Zuccarelli, Lemoine, Charles Privat, Leroy, René Cassagne, Mme Colette Privat, MM. Benoist, Ducoloné, Carpentier, Mme Prin, MM. Fouet, Pierre Cot, Delvaingnière, Fajon, Gilbert Faure, Guille, Tony Larue, Lavielle, Bouloche, Ernest Barbier, Pic, Chochoy, Delelis, Loustau.

Je rappelle les termes de cette motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution :

« Dix ans après sa prise de pouvoir, le régime gaulliste, refusant tout dialogue véritable, contraint les étudiants, les enseignants, les paysans, les ouvriers, les jeunes sans emploi, à recourir à des manifestations de rue d'une exceptionnelle ampleur.

« Victimes d'un système universitaire qui ne répond pas aux exigences de la vie moderne et auquel le Gouvernement refuse les moyens de se réformer, les étudiants se révoltent et leurs maîtres avec eux. Ils dénoncent la maladie de la société à travers le malaise de l'Université. A leur inquiétude, que justifie en particulier l'insuffisance de débouchés à la fin des études, le Gouvernement n'a voulu répliquer que par la fermeture de la Sorbonne et une répression policière d'une brutalité inouïe.

« Les agriculteurs, les ouvriers et l'ensemble des travailleurs sont durement touchés par une politique de récession économique qui condamne les premiers à l'exode et tous au sous-emploi et à la dégradation de leur niveau de vie. En outre, la situation des salariés se trouve aggravée par les ordonnances, notamment celles qui démantèlent la sécurité sociale.

« Un nombre de plus en plus grand de jeunes sont chômeurs avant d'avoir travaillé.

« Cette angoisse commune à des millions de Français est la condamnation d'une société conservatrice qui ne serait fondée que sur la recherche du seul profit et qui ne peut répondre à la volonté de plus en plus clairement exprimée de promouvoir de nouvelles valeurs politiques et humaines.

« Considérant que le recul tardif du Gouvernement devant l'indignation de l'opinion ne saurait faire oublier ses responsabilités depuis dix ans,

« L'Assemblée nationale censure le Gouvernement en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution. »

En application de l'article 151 du règlement, le débat a été organisé.

L'ordre et la durée des interventions des orateurs inscrits sont affichés.

Etant donné la gravité du débat, je pense que l'Assemblée aura à cœur de faire preuve du plus grand calme et d'écouter les orateurs, de part et d'autre, de la meilleure manière.

La parole est à M. Billères, premier orateur inscrit. (*Vifs applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.*)

M. René Billères. Mesdames, messieurs, dans ce grave débat je viens, au nom de mes amis de la fédération de la gauche démocrate et socialiste, exprimer une conviction et formuler une espérance.

Ma conviction, c'est que les manifestations d'étudiants ont abouti à des résultats positifs pour notre Université et pour notre jeunesse. Mon espérance, c'est que les étudiants et les jeunes pourront être associés pleinement à la solution d'un problème si important pour notre pays.

Grâce à eux l'opinion a pris conscience de la crise de l'Université et de la crise de la jeunesse et, sans eux, cette prise de conscience n'aurait été ni si rapide, ni si totale. Ainsi nous ne voyons maintenant personne qui ne se dise le partisan convaincu d'une réforme globale et urgente de l'enseignement supérieur. Il n'en était pas ainsi il y a quinze jours encore.

Si cette réforme est à faire, c'est donc qu'elle n'est pas réalisée et nous avons alors le droit de nous étonner de certaines analyses, de certaines dénonciations notamment qui ont été portées à la tribune de l'Assemblée au cours des semaines écoulées.

Nous voyons maintenant où sont les responsabilités. Je ne mentionnerai que pour mémoire ces boucs émissaires, vraiment un peu minces et rapidement dévalués, qu'étaient encore pour certains le recteur de l'université de Paris et même l'ancien secrétaire général du ministère de l'éducation nationale.

Mais on a souvent mis en cause, ici, les anarchistes, les extrémistes, les agitateurs et, pour tout dire, les « enragés ». A en croire certains de nos collègues, il suffisait d'exclure de l'Université ces troubles pour que, florissante, elle reprenne aussitôt dans la sérénité retrouvée sa carrière et sa mission.

Qu'en est-il aujourd'hui de cette explication rigoureuse ? La méthode a-t-elle été appliquée. Quel est le résultat ?

Il s'est révélé que la répression policière était doublement inutile, d'abord parce qu'elle n'a pas interdit aux étudiants l'accès des facultés qu'ils voulaient occuper ; ensuite parce que jamais une telle répression ne peut être une réponse, si peu que ce soit, aux problèmes posés par l'Université. (*Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et sur quelques bancs du groupe communiste.*)

On a mis aussi en accusation les maîtres, les professeurs de l'enseignement supérieur, bien qu'à chaque discussion budgétaire il soit presque rituel de leur rendre hommage. Je veux bien que certains de ces maîtres soient encore enfermés dans une autorité lointaine, majestueuse et tatillonne qui, d'ailleurs, à nos yeux, ne diffère pas tellement de l'autorité manifestée dans certains milieux officiels d'aujourd'hui. (*Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et sur quelques bancs du groupe communiste.*)

Mais, en grande majorité, les maîtres — ils l'ont prouvé et ils le prouveront encore dans les jours qui viennent — sont aujourd'hui ouverts, proches des étudiants, conscients des problèmes qui se posent à l'Université, comme le montrent de récents colloques. S'il y a eu certaines autocritiques méritoires, qui auraient peut-être gagné à être formulées plus tôt publiquement, il n'y a pas de doute que l'Université actuelle n'est pas cet organisme sclérosé que beaucoup ont décrit. Et je veux souligner ici, en particulier, quel encouragement nous devons tirer, pour son avenir, de la qualité humaine de nos assistants et de nos maîtres-assistants.

Alors, les responsabilités reviennent — et c'est naturel — au Gouvernement. Quel démenti pour le Premier ministre qui proclamait que la réussite de son Gouvernement, c'était l'éducation nationale ! (*Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.*)

Quel démenti pour ce ministre qui, se félicitant d'avoir parachévé — selon l'expression habituelle — « l'édifice harmonieux » de l'enseignement nouveau, évoquait à son propre sujet l'ombre et l'œuvre de Jules Ferry.

Aujourd'hui, les choses sont claires et les responsabilités précises. La crise de l'Université n'est pas une invention de l'opposition. Tout le monde la ressent avec nous.

A quoi tient-elle ? D'abord à une insuffisance dramatique des moyens mis à sa disposition.

Certes, je suis le premier à reconnaître (*Murmures sur quelques bancs de l'union des démocrates pour la V^e République*), qu'un effort considérable a été fait. Mais cet effort reste insuffisant, très insuffisant, et le Gouvernement en aurait mieux vu la juste mesure s'il n'était pas uniquement préoccupé de ces comparaisons avec la IV^e République, qui restent d'ailleurs théoriques parce que les situations ne sont pas les mêmes, mais qui ont cet inconvénient de détourner de l'estimation des besoins du présent et de l'avenir. (*Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.*)

C'est ainsi qu'une assemblée des doyens des facultés de lettres a adopté récemment à l'unanimité des motions dans lesquelles on souligne — je lis — « l'inertie criminelle qui a négligé de faire aboutir les plans d'expansion et retardé indéfiniment les projets étudiés ». Je poursuis : « Les doyens rappellent que le développement des enseignements supérieurs a été freiné systématiquement par le ministère des finances qui porte une lourde responsabilité dans les événements actuels ».

Ce qui est vrai des facultés de lettres ne l'est pas moins des facultés des sciences, encore que les conditions n'y soient pas tout à fait analogues. C'est ainsi, on le sait, que la faculté des sciences de Paris a déjà décidé de limiter le nombre de ses étudiants pour la rentrée prochaine.

Cette insuffisance des moyens devient chaque jour de plus en plus insupportable. Croyez-vous qu'elle ait échappé aux étudiants, d'autant plus qu'ils sont les premiers à se rendre compte que c'est la nature même de l'Université qui est en cause, qu'ils vivent dans une Université napoléonienne déjà ruinée, comme le disaient encore les doyens, où tout est à changer, où l'on doit modifier entièrement non seulement les structures mais aussi le contenu de l'enseignement, ses méthodes, et pour terminer les examens ?

Cette réforme de l'Université est, sur le plan scolaire et sur le plan humain, d'autant plus nécessaire et urgente que les conditions actuelles entraînent des éliminations très nombreuses et inacceptables.

On sait que 70 p. 100 des étudiants qui commencent leurs études les abandonnent en cours de route sans avoir obtenu un diplôme. L'Université n'est donc plus un instrument d'enseignement et de formation, mais une véritable mécanique à éliminer, qui condamne des jeunes gens, surtout lorsque aucun débouché scolaire ou universitaire ne permet de les réorienter et qu'ils n'ont ni héritage, ni relations, à l'amertume, à l'angoisse et au désespoir. (*Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Mais cette réforme, le Gouvernement la fera-t-il ? Nous avons quelques raisons d'en douter, si nous nous référons à ce qu'on nous propose et qui tient en deux mots, l'un venu de Bucarest — sélection — l'autre sorti d'un conseil des ministres — planification.

Se contenter d'une sélection, même accompagnée d'une planification, pour réformer l'Université, c'est esquiver le véritable problème et c'est n'aboutir à aucune solution.

En effet, si l'on ne modifie la nature même de l'Université, si l'on ne la reconstruit pas entièrement, il est hors de doute que cette sélection et cette planification ne changeront rien à l'inadaptation des diplômés à la société moderne, que l'économie ne recevra pas l'incitation de l'Université et qu'en retour l'Université ne recevra pas la stimulation de l'économie.

Sans doute ne sommes-nous pas ennemis d'une sélection, dans la mesure où nous reconnaissons bien volontiers que tous les élèves n'ont pas vocation à entrer dans l'enseignement supérieur ! Mais nous pensons qu'il faut éviter le malthusianisme qui sévit bien souvent dans les pays d'Europe occidentale. Nous pensons que nous avons besoin d'un grand nombre d'étudiants valables et placés au bon endroit. Or il n'est pas douteux que ce n'est pas la sélection qui nous donnera ce nombre d'étudiants, mais une orientation dans l'enseignement du second degré, et une réorientation, si nécessaire, dans l'enseignement supérieur. (*Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

De même, il est évident qu'il n'y aura pas de réforme de l'Université sans réforme générale de l'éducation nationale. Cette réforme, le Gouvernement avait réuni les moyens de la réaliser, moyens qui avaient manqué aux gouvernements de la IV^e République. Il a eu les pouvoirs politiques nécessaires, il a eu la stabilité, la continuité, la durée, et même, depuis la fin de la guerre d'Algérie, les moyens matériels. Mais cette réforme, il ne l'a pas faite et nous avons l'impression qu'il ne la fera pas.

Or, il est bien évident que l'augmentation considérable des effectifs scolaires dans les enseignements du second degré

appelait de toute évidence, non pas simplement une multiplication des moyens — en locaux, en maîtres — mais aussi une modernisation et une démocratisation de l'enseignement sans lesquelles l'augmentation des effectifs scolaires n'entraînera pas le bienfait que nous pouvons attendre de cette invasion heureuse de l'enseignement par la jeunesse de notre peuple.

Tout cela vient du fait que notre Université tout entière est en crise et que la jeunesse le comprend. La carence de l'Université s'est traduite pour elle par toutes sortes de tensions et de traumatismes qu'elle ressent profondément, par des redoublements, par des retards de plus en plus nombreux, par des échecs qui affectent également les familles, par des abandons qui sont souvent sans espoir et sans recours, puisque notre enseignement n'est pas modifié ou transformé au point de recevoir, par exemple, dans un grand enseignement technique renouvelé, ceux qui ne sont pas destinés aux enseignements classiques. (*Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et sur quelques bancs du groupe communiste.*)

La jeunesse, la voici dressée devant nous. Sans doute conteste-t-elle parfois violemment, parfois agressivement, l'Université, la société, nous-mêmes. Mais on aurait tort de céder à l'agacement ou à l'irritation ; on aurait tort de la condamner d'office ou de ne lui vouer qu'indifférence et mépris.

Il ne s'agit pas d'essayer de se réhabiliter auprès d'elle ; il ne s'agit pas d'essayer de la « récupérer », comme disent les jeunes. Il s'agit simplement, pour nous, de la voir telle qu'elle est et de l'entendre telle qu'elle est, de la constater. Il s'agit de comprendre qu'elle peut jouer un grand rôle si nous l'associons à la vie non seulement de l'Université, mais de la nation.

Cette jeunesse, quelle est-elle ?

On a parlé ici du déclin de l'autorité, de la tradition. Les explications sont nombreuses. Elles comportent probablement des raisons morales et des raisons plus sociologiques encore que morales. La jeunesse est d'abord nombreuse. Elle est informée beaucoup mieux qu'on ne l'était il y a seulement une dizaine d'années à cet âge. Elle possède même quelquefois une expérience précoce de la vie, que certains peuvent déplorer mais qui existe et dont il faut tenir compte.

La jeunesse est également solidaire et cohérente. Ne croyez pas que nous puissions distinguer, chez elle, d'un côté, les étudiants et, de l'autre côté, les ouvriers ou les paysans. Pas du tout ! Il existe entre eux une puissante solidarité, qui se manifeste d'ailleurs en ce moment dans les luttes engagées sur le plan syndical. (*Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.*)

La jeunesse est puissante, et elle le sait. En vérité, il y a chez nous, que nous le voulions ou non, un jeune peuple que nous devons prendre en considération.

Que faire ? Nous pouvons être certains que la jeunesse se sentira responsable, à condition que nous lui offrions sans arrière-pensée, sans ruse, de participer à la vie, non seulement de l'Université, mais de la nation.

Le grand mot, c'est la participation. Je vois d'ailleurs qu'il a franchi des portes jusqu'alors interdites.

La participation non seulement à des propositions soumises par des rapporteurs à des autorités qui décideraient seules, mais aussi la participation aux décisions, une participation substantielle et qui lui assure que sa voix sera entendue.

Participation à la vie civique ! La fédération de la gauche a proposé dans son programme du 14 juillet que la majorité civique soit abaissée à dix-huit ans. (*Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Participation non seulement à la gestion, mais aussi à l'élaboration de l'Université nouvelle. Je le sais, certains ont été très agacés par cette espèce de folklore logomachique qui sévit dans les cours des universités. Peut-être cette mauvaise humeur a-t-elle enrichi d'un vocable inattendu la langue verte élyséenne. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Mais nous sommes frappés davantage par l'ampleur, la précision et le sérieux des discussions qui se sont instituées au sein de comités paritaires entre les maîtres et les étudiants.

Nous constatons que les étudiants raisonnent, débattent fort judicieusement, proposent des solutions valables et dont il faudra tenir le plus grand compte. Nous sommes persuadés en particulier que, dans une question d'actualité, ils voient clair quand ils disent qu'il faut réformer complètement le système de nos examens, ces examens qui ne permettent plus depuis longtemps de contrôler exactement les connaissances, qui ne permettent plus surtout de vérifier les aptitudes et la valeur de la formation, culturelle et intellectuelle, mais qui pèsent d'un impérialisme oppressant sur les programmes, qui imposent ce bachotage, ces révisions permanentes, ces révisions des révisions qui paralysent

et déshonorent l'éducation nationale. (Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.)

Il faut que cette année soit la dernière qui comporte des examens passés dans les conditions traditionnelles avec, bien entendu, les reportis et les aménagements que la situation exige.

Cette participation étudiante, il faut la concevoir au sein d'universités autonomes depuis longtemps demandées par beaucoup d'universitaires et de représentants du secteur économique.

Elles seront le moteur de la décentralisation et de l'expansion régionale. Nous sommes convaincus que dans la gestion de ces universités les étudiants feront preuve de la maturité qu'on est en droit d'attendre d'eux. Mais le Gouvernement se dirige-t-il vers une participation de cet ordre, lui qui a déjà fortement restreint la cogestion des œuvres par les étudiants comme le rappelait récemment encore notre ami Claude Delorme ?

Certes le Gouvernement a constitué dernièrement un « comité de concertation ».

Il avait prévu à l'origine un « comité de réflexion » mais, les événements aidant, il a compris qu'il fallait aller un peu plus loin que la seule réflexion sans possibilité même de suggérer des solutions. Il a franchi le pas téméraire qui mène de la « réflexion » à la « concertation ». Oh ! certes, il ne s'est pas engagé outre mesure. Parmi les seize membres de ce comité de concertation, je relève la présence de quatre professeurs et de quatre étudiants. Bien entendu, ces quatre étudiants seront désignés, mais par qui ? Par les étudiants eux-mêmes ? Par leurs associations ? Mais non ! Nous n'irons pas jusque-là ! Ils seront choisis par le Gouvernement. De telle sorte qu'on ne voit pas très bien comment les étudiants pourront avoir au sein de ce comité de concertation, possibilité de se faire entendre et de participer à la décision.

A la vérité, le Gouvernement commet l'erreur qu'on lui reproche souvent à bon escient et qui est aujourd'hui plus manifeste que jamais. Il ne veut entendre aucun conseil, aucun avertissement. Il ne veut partager avec personne son autorité. Il n'a écouté ni les associations de parents d'élèves, ni les syndicats d'étudiants, ni les syndicats d'enseignants, ni les colloques universitaires, ni même le Conseil supérieur de l'éducation nationale. Et la conséquence a été que les étudiants, eux, se sont fait entendre dans la rue. (Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et sur quelques bancs du groupe communiste.)

C'est pourquoi nous censurons le Gouvernement.

Dans une matière aussi importante et qui concerne au premier chef l'avenir de notre jeunesse et de notre pays, on ne devra pas s'étonner que nous disions notre méfiance profonde, laquelle, d'ailleurs, semble partagée en ce moment par un nombre considérable de citoyennes et de citoyens au-delà de cette enceinte. Car il n'y a peut-être ici qu'une motion, comme certains l'ont dit, mais la censure est, elle aussi, dans la rue. (Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.)

Le Gouvernement ne fera pas la réforme de l'Université, comme il n'a pas fait la réforme de l'enseignement du second degré. Le Gouvernement ne proposera pas aux étudiants cette participation qui peut associer notre jeunesse à son avenir.

Il ne le peut pas parce que ses options le lui interdisent. Il a choisi une conception de la démocratie autoritaire qui exclut la critique, les conseils et le partage des décisions. Il a choisi une société figée, hiérarchiquement organisée, fermée à tout ce qui peut déranger l'ordre établi, fermée aux évolutions nécessaires, en particulier à la voix et à la revendication de tous ceux qui pensent — et nous le pensons avec eux — que notre société doit se transformer et que les étudiants ont raison quand ils disent que l'Université doit transformer la société. (Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et sur quelques bancs du groupe communiste.)

Il ne le peut pas non plus parce qu'il a choisi une politique de grandeur qui ne correspond en aucune façon aux intérêts et aux possibilités de notre pays. Il a choisi la puissance militaire, le prestige diplomatique et, du même coup, étant donné le poids de ces investissements improductifs, il a rejeté sans aucun doute d'autres investissements beaucoup plus nécessaires, en particulier les investissements humains, les investissements de l'éducation nationale. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

Mais nous savons qu'aujourd'hui, dans notre pays, une majorité se rassemble pour faire de la priorité des priorités accordée à l'éducation nationale l'article premier d'un programme de gouvernement. (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.)

Cette majorité fera les réformes ; cette majorité associera les étudiants et les jeunes à la construction de l'avenir national ; cette majorité, vous ne l'avez pas, monsieur le Premier ministre. C'est pourquoi nous vous censurons, et nous appelons tous nos collègues à vous censurer avec nous. (Applaudissements sur les

bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. (Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République.)

M. Georges Pompidou, Premier ministre. Mesdames, messieurs, je n'ai pas l'intention de prendre la parole après chaque orateur, mais je pense devoir le faire après l'intervention de M. Billères, pour deux raisons dont l'une m'est un peu personnelle : d'abord, nos carrières d'étudiant furent jadis très étroitement parallèles ; ensuite, le sujet qu'il a traité est tel qu'une fois de plus je me vois obligé d'apporter immédiatement quelques précisions sur la position du Gouvernement et sur la mienne.

Je remercie tout d'abord M. Billères d'avoir reconnu l'effort qui a été fait sur le plan des crédits par les gouvernements de la V^e République. Il a dit au passage que c'était parce que nous avions disposé de moyens que n'avaient pas les gouvernements de la IV^e République. Je lui en donne acte à mon tour. En effet, les gouvernements de la IV^e République n'avaient pas ces moyens, mais si nous les avons, c'est parce que nous nous les sommes donnés. (Murmures sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.)

Le problème est de savoir si ces crédits sont suffisants ou insuffisants.

Les crédits ne sont jamais suffisants et le ministre des finances encourt toujours de lourdes responsabilités. Jadis, M. Ramadier encourait ces mêmes responsabilités. Il le disait, s'en plaignait et il les assumait. Le ministre des finances sera toujours le bouc émissaire.

Il importe de savoir jusqu'où on peut aller, ce qu'on peut faire et si l'on fait tout ce qu'on peut faire.

Or, il fallait d'abord ces crédits pour construire.

Pour des raisons non d'incapacité ni de mauvaise volonté, mais d'insuffisance, ainsi que l'a dit M. Billères, la V^e République s'est trouvée devant une carence dramatique en matière de bâtiments scolaires tant secondaires qu'universitaires. Un effort énorme — j'y insiste — a été accompli. Depuis 1962 et pour le seul enseignement supérieur, nous avons mis en service plus de locaux universitaires qu'il n'en existait dans la France entière quand nous sommes arrivés.

A l'intérieur de ces locaux, nous avons accueilli une foule d'étudiants, qui a plus que triplé en moins de huit ans. Je précise d'ailleurs que les raisons de cet accroissement du nombre des étudiants ne sont pas purement d'ordre démographique, monsieur Billères, encore que vous auriez pu prévoir aussi les conséquences de l'évolution démographique.

M. Guy Mollet. Il y a dix ans que vous êtes au pouvoir !

M. le Premier ministre. Il faut plus de dix ans pour faire un étudiant ! (Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République et du groupe des républicains indépendants.)

M. René Billères. Mais dix ans suffisent pour édifier les bâtiments !

M. le Premier ministre. L'accroissement du nombre des étudiants n'est donc pas seulement fonction des données démographiques. Il résulte en très grande partie de l'extension considérable de la scolarisation que la V^e République a réalisée dans l'enseignement du second degré d'abord, dans l'enseignement supérieur ensuite.

Je le dis avec d'autant plus de netteté que vous pourrez en lire prochainement l'analyse et l'explication détaillée dans un document publié par un organisme qui n'est pas suspect, l'Institut national d'études démographiques.

Voilà donc ce que nous avons fait. Voilà ce dont je suis fier — je l'ai déjà proclamé et je continue à le proclamer.

Mais le problème est-il seulement une question de crédits, une question de bâtiments ou une question de nombre d'étudiants à accueillir ? Evidemment non !

Le problème de la réforme se présente sous deux aspects : d'une part, la « sélection » ou la « planification », pour reprendre les termes qui ont été employés, mais je parlerai plutôt d'orientation ; d'autre part, les méthodes d'enseignement.

En ce qui concerne d'abord la sélection et la planification, de quoi s'agit-il ? Il ne s'agit nullement de malthusianisme. Les chiffres que nous venons de donner le prouvent abondamment. Il s'agit de conduire les étudiants vers des formes d'études adaptées d'abord à leurs capacités, mais aussi aux besoins de la nation. Car le vrai problème — je l'ai dit mardi dernier à cette même tribune et je crois avoir été écouté — n'est pas

seulement de former des étudiants ; il faut encore permettre à ceux-ci, au sortir de leurs études, de trouver des emplois conformes à ce qui leur a été enseigné, d'obtenir le moyen de gagner leur vie. (*Interruptions sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste. — Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République.*)

M. René Cassagne. Il est temps de s'en apercevoir !

M. le Premier ministre. Nous aurons le temps, je l'espère, de revenir plus tard sur les principes de cette planification, de cette sélection, de cette orientation. En tout cas, ce n'est pas au cours de cette brève intervention que je pourrai les développer.

Mais j'ai vu dans l'intervention de M. Billères la démonstration que, sur ce point, il n'a pas suivi ni compris l'évolution. (*Rires sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

J'ai écouté sans ricaner les critiques formulées à l'encontre du Gouvernement ; je vous demande donc, messieurs, de faire de même et d'écouter sans ricaner mes propres observations. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République.*)

J'ai entendu prononcer une phrase tout à fait caractéristique et qui représente exactement ce que l'on pensait dans l'Université, il y a trente ou trente-cinq ans, quand nous étions étudiants, M. Billères et moi : Il faut, a-t-il dit, rénover un enseignement technique pour que puissent s'y retrouver ceux qui n'ont pas réussi dans les études classiques.

L'enseignement technique ne doit être à aucun degré le dépotoir. (*Vifs applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République, du groupe des républicains indépendants et sur plusieurs bancs du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

L'orientation a pour but de donner à chaque type d'enseignement ses possibilités et de fournir à tous des situations qui ont une même dignité, une même importance et une même valeur pour la nation, qu'elles soient d'ordre technique, scientifique, littéraire ou autre. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Les termes de brevet de technicien n'ont jamais eu dans ma bouche ni dans mon esprit un sens péjoratif. Non ! ils valent largement ceux de hachelier ès lettres. (*Interruptions sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Le seul problème est de savoir si l'on est capable d'exercer une fonction et si l'on a été mis en mesure de la remplir.

M. René Billères. Monsieur le Premier ministre, ne permettez-vous de vous interrompre ?

M. le Premier ministre. Monsieur Billères, j'en ai pour très peu de temps et je ne verrai aucun inconvénient à ce que M. le président de l'Assemblée vous autorise à me répondre, s'il le juge bon.

Voilà donc ce que sera la sélection, la planification et l'orientation : donner à chacun l'enseignement correspondant à sa vocation et à ses dons, en fonction des besoins d'une société qui doit pouvoir fournir à tous une situation.

Il y a ensuite les méthodes — j'en ai longuement parlé mardi dernier — c'est-à-dire les rapports fondamentaux entre les enseignants et les étudiants ainsi que les méthodes de travail au sein même de l'Université. Sur ce point, je serai très bref aussi. Qu'on me permette de dire ce que je n'ai cessé d'affirmer, même ici et bien avant mardi dernier, à savoir la conviction que j'ai de la nécessité profonde d'une refonte complète. Hélas ! je constate, sans le leur reprocher, que l'immense majorité des maîtres, ou du moins leurs organisations représentatives, ont toujours manifesté la plus grande méfiance à l'égard de cette volonté de réforme. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République.*)

C'est un fait. Je pourrais citer bien des réformes précises que j'ai voulu engager mais que je n'ai pu réaliser parce que je n'ai pas voulu les imposer d'une façon autoritaire aux universitaires qui y répugnaient. (*Exclamations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste. — Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République.*)

Ne vous y trompez pas. On le sait partout : dans l'Université et chez les étudiants, dans la presse et ici même : en matière d'éducation nationale, je suis infiniment plus réformateur que vous tous. (*Nouveaux applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République.*)

Je conclurai ici mon propos. M. Billères nous a dit : nous voulons l'autonomie, nous voulons la participation, nous voulons ceci et cela. Eh ! bien, la fédération de la gauche et le parti communiste ont établi une plate-forme. Cherchez les mots « autonomie » et « participation » dans le paragraphe consacré à

l'éducation nationale. Ils n'y figurent pas ! (*Vifs applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République et du groupe des républicains indépendants.*)

M. René Billères. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Billères, pour répondre, disons à une interruption. (*Sourires.*)

M. René Billères. Je vous remercie, monsieur le président, de me permettre de répondre brièvement à M. le Premier ministre.

Monsieur le Premier ministre, je suis toujours très sensible à l'évocation de nos années communes d'études, mais je ne pouvais imaginer un seul instant que vous me relégueriez, sur le plan des idées, au moment où nous nous sommes quittés, voici trente-cinq ans. Car si quelqu'un a proclamé — sans pouvoir toujours, il le reconnaît, faire entrer ses idées dans les faits — que l'enseignement technique devait devenir le grand enseignement du second degré, et si quelqu'un a prouvé qu'il entendait voir aboutir ce dessein, c'est bien celui qui, pour la première fois malgré les protestations, voire la colère d'un certain nombre d'enseignants (*Exclamations sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République*) a décidé que les professeurs reçus à certains concours de recrutement de grande qualité iraient enseigner indifféremment soit dans le second degré traditionnel, soit dans l'enseignement technique. (*Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Je pourrais vous dire encore — mais je n'insisterai pas, car j'ai l'impression que sur ce point vous m'avez fort bien compris — que votre gouvernement n'a pas fait cet effort en faveur de l'enseignement technique. Non seulement vous ne l'avez pas développé, mais vous lui avez encore enlevé une grande partie de ses attributions pour les transférer à une formation professionnelle infiniment préjudiciable aux élèves parce qu'elle ne comporte pas cette formation générale indispensable à tous dans notre pays. (*Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et sur quelques bancs du groupe communiste.*)

Enfin, monsieur le Premier ministre, encore que je doive vous remercier d'avoir jeté un coup d'œil, rapide sans aucun doute, sur le programme de la fédération de la gauche démocrate et socialiste, je n'en dois pas moins vous dire qu'il serait de votre intérêt de le lire d'un peu plus près, car il dit en toute lettre que l'Université, dans un enseignement réformé, sera administrée par un conseil tripartite comprenant les représentants des professeurs, des étudiants et du monde économique. Cela n'est-il pas clair ? (*Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et sur quelques bancs du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à M. Waldeck Rochet. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

M. Waldeck Rochet. Monsieur le Premier ministre, un mouvement d'une ampleur extraordinaire dresse le peuple entier contre les conséquences néfastes de votre politique, contre votre régime lui-même.

Dans tout le pays, travailleurs manuels et intellectuels, enseignants et étudiants sont dans le mouvement.

Pourtant, pendant dix ans, le pouvoir a utilisé tous les moyens d'intimidation et de propagande pour tromper les Français ; mais tout cela n'a pu masquer la vérité à notre peuple : vous êtes le gouvernement du grand capital et de la haute banque (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste*) et vous avez dirigé le pays, à l'heure propice, sans vous soucier des intérêts et des aspirations de la masse des Français. (*Applaudissements sur les mêmes bancs. — Rires sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République.*)

Aujourd'hui, avec une force, une puissance, un calme qui vous effrayent, des millions de travailleurs sont en grève et occupent les usines, les entreprises, les gares, les banques, les facultés, les établissements scolaires. C'est la condamnation de votre politique et de votre système. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

« Dix ans, cela suffit » (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste*) : tel est le mot d'ordre qui dominait lors de la grande manifestation du 13 mai organisée par les associations syndicales ouvrières, d'enseignants et d'étudiants.

Depuis dix ans, la richesse nationale a augmenté de 50 p. 100, mais le niveau de vie des travailleurs, qui créent la richesse,

est resté sensiblement le même. Quatre millions de salariés perçoivent un salaire qui ne dépasse pas 600 francs par mois et on compte 500.000 chômeurs complets, sans parler des nombreux jeunes qui ne peuvent trouver un emploi.

Vos ordonnances sur la sécurité sociale ont pour résultat de frapper durement les foyers touchés par la maladie : elles opèrent en effet un prélèvement d'environ trois milliards de francs sur le montant des prestations des assurés sociaux.

Les étudiants protestent contre une université fondée sur la ségrégation sociale et à laquelle ont été refusés jusqu'ici les moyens de se réformer et de se développer.

Les paysans voient s'accroître les charges de leurs exploitations et nombre d'entre eux sont chassés de leurs terres sans que leur reclassement soit prévu.

Ajoutons à cela l'immense retard accumulé dans les équipements collectifs. Vous avez gaspillé des milliers de milliards à construire la force de frappe atomique, mais partout apparaît le lamentable retard des équipements sociaux et culturels : logements, écoles, stades, hôpitaux, maisons de jeunes et de la culture, théâtres, de l'organisation des loisirs et des vacances.

Or, notre peuple veut vivre pleinement, heureusement, comme il en a le droit. Il veut profiter des progrès de la science et de la technique, conquérir le bien-être matériel mais aussi satisfaire ses besoins culturels.

La situation inadmissible dans laquelle sont placés les travailleurs n'est pas due à quelques erreurs de votre part, elle est le résultat d'une politique délibérée. Vous avez volontairement sacrifié les intérêts de la masse des Français à l'intérêt du grand capital que vous servez. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Et aujourd'hui, c'est tout à la fois le régime de pouvoir personnel et sa politique qui sont mis en cause et condamnés par le peuple. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Votre régime de pouvoir personnel se refuse pratiquement à la discussion et au dialogue. Le dialogue lui est insupportable, il est allergique à la critique comme à la confrontation. Il en est ainsi avec les organisations syndicales. De commission Toutée en commission Grégoire, il s'est agi, chaque fois, de dialogues de sourds où le Gouvernement n'avait qu'un objectif : faire avaliser ses propositions aux organisations syndicales.

Il en est ainsi avec la sécurité sociale. Les ordonnances ont substitué aux organismes régulièrement élus par les assurés sociaux, des organismes désignés qui ne représentent plus rien. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Il en est ainsi avec l'Université. Le pouvoir s'est toujours refusé à associer l'ensemble des professeurs et des étudiants à la gestion, comme à la discussion sur l'ensemble des problèmes posés. Il a octroyé la réforme Fouchet qui fait contre elle l'unanimité des intéressés.

Il en est ainsi avec les élus locaux. La tutelle administrative sur les communes se fait de plus en plus lourde et tatillonne. Les districts, les communautés urbaines, les regroupements autoritaires des communes : tout cela est fait au mépris des libertés syndicales, contre l'avis des administrateurs locaux ignorés des technocrates gaullistes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Il en est ainsi avec l'Assemblée nationale. Depuis dix ans cette Assemblée est une chambre d'enregistrement sans pouvoir réel. Sans doute peut-on parler, mais la démocratie ce n'est pas seulement la discussion, c'est aussi, et surtout, la participation à l'élaboration des décisions, c'est la possibilité pour une assemblée comme la nôtre de décider des grandes options. Or, rien de tout cela n'est possible ici. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

C'est que, dans le système gaulliste, il n'y a pas d'interlocuteur valable, pas d'intermédiaire, pas de représentants de l'opinion publique, politique, syndicale, coopérative, pas de véritable assemblée. Le chef descendant parle à son peuple par l'intermédiaire de la radio et de la télévision.

Dans tout cela il n'y a pas de véritable démocratie. Et voici qu'après dix ans de ce système le régime est isolé et désemparé. Le peuple laborieux tout entier est dressé contre lui. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Il est hautement caractéristique que, des usines, de l'Université, des administrations, s'expriment, à la fois, la revendication matérielle et l'aspiration profonde à la participation à la gestion, c'est-à-dire à la démocratie. Rien ne pourra arrêter cet immense mouvement. Les Français en ont assez

d'être des sujets ; ils veulent être des citoyens ! (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Les étudiants exigent avec force une culture démocratique accessible à tous et brisant les formes surannées d'un enseignement sclérosé non adapté aux nécessités de notre époque.

M. Robert-André Vivien. Demandez ce qu'il en pense à M. Juquin !

M. Waldeck Rochet. Les travailleurs, avec la C. G. T. et les autres organisations syndicales ouvrières, exigent notamment l'augmentation des salaires, une politique de plein emploi, l'abrogation des ordonnances sur la sécurité sociale, la réduction progressive de la durée du travail, l'avancement de l'âge de la retraite.

Ils réclament, en outre, le développement des libertés syndicales, notamment le plein et libre exercice de l'activité syndicale dans l'entreprise et l'extension des pouvoirs des comités d'entreprises.

Il faut, d'abord et rapidement, satisfaire ces revendications, car tout retard, toute tergiversation est inadmissible dans la situation actuelle.

Quels que soient les développements politiques éventuels, les travailleurs qui sont en lutte n'accepteront pas que l'on cherche à escamoter leurs revendications essentielles. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Le Gouvernement a souvent déclaré, dans le passé, que ces revendications n'étaient pas conformes à sa politique économique. Mais si cela est vrai — et je crois que c'est le cas — alors, il n'y a qu'une solution : c'est que le Gouvernement s'en aille afin qu'une autre politique puisse être mise en œuvre (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste*), d'autant que le grand mouvement qui mobilise les masses populaires est porteur d'autres aspirations, d'autres espérances.

Vous avez cru pouvoir étouffer les sentiments démocratiques des Français, mais vous vous êtes trompés. De partout monte l'exigence des travailleurs et des citoyens à la participation, à la gestion de leurs affaires, que ce soit dans l'entreprise ou en dehors, à l'élaboration de la politique du pays. Par conséquent, s'il s'agit, dans l'immédiat, de satisfaire les revendications essentielles des travailleurs, c'est en même temps le problème du pouvoir, c'est-à-dire avant tout du système gaulliste, qui est posé. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Il faut rompre avec la politique du grand capital imposée depuis trop longtemps à notre pays et appliquer des réformes de structure profondes qui créent les conditions favorables pour ouvrir la voie à une France socialiste.

C'est ce que prévoit notre programme pour une démocratie véritable comprenant la nationalisation progressive des monopoles capitalistes qui dominent les secteurs-clés de l'économie, la gestion démocratique des entreprises nationales, l'établissement à tous les échelons de la vie économique d'un pouvoir de contrôle des travailleurs, la mise en œuvre d'un plan de développement économique et social permettant d'assurer l'essor de l'économie et le relèvement du niveau de vie matériel et culturel des masses populaires.

M. Bertrand Flornoy. La suppression des impôts !

M. Waldeck Rochet. Mais, encore une fois, ce n'est pas le pouvoir actuel qui peut appliquer une telle politique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Seul un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple peut mettre en œuvre cette nouvelle politique de progrès au bénéfice de la nation tout entière.

C'est pourquoi nous avons proposé aux autres partis de gauche et aux organisations démocratiques un accord tendant à assurer la relève du gaullisme, cet accord devant comprendre, selon nous, l'application, dans une première étape, d'un plan d'urgence, comportant notamment la réforme de l'enseignement, l'abrogation des ordonnances antisociales, la satisfaction des revendications les plus pressantes des travailleurs concernant l'augmentation des salaires, la garantie du plein emploi, la réduction progressive du temps de travail, la diminution des dépenses improductives, l'extension des libertés syndicales et politiques.

Le pouvoir gaulliste a fait son temps. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Il ne répond pas aux exigences du moment. Il doit s'en aller et la parole doit être donnée au peuple. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Ce n'est pas le replâtrage gouvernemental prévu par certains qui peut le sauver et résoudre les problèmes actuels. (Très bien ! très bien ! sur les bancs du groupe communiste.)

L'heure est venue d'établir un régime démocratique authentique, ce qui exige un autre pouvoir, s'appuyant sur l'union de toutes les forces ouvrières démocratiques et progressistes, sur l'union des forces de gauche.

Le parti communiste français est prêt à prendre ses responsabilités...

M. Jacques Marette Comme en 1940 !

M. Waldeck Rochet. ...pour contribuer à cette œuvre de rénovation nationale et sociale. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

En votant la censure, nous sommes convaincus que la classe ouvrière, que notre peuple ne se laisseront pas frustrer de leur combat. Leur victoire sera la victoire de la France entière. (Applaudissements prolongés sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.)

M. le président. La parole est à M. Duhamel. (Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne.)

M. Jacques Duhamel. Monsieur le président, mes chers collègues, le pays est inquiet (Mouvements sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste), il est aussi stupéfait : la grandeur, dix ans, et puis tout à coup le chaos.

Oui, tout le monde est frappé de stupeur : le chef de l'Etat, qui espérait recevoir le jour même le bénéfice d'une conférence de paix ; le Gouvernement, en place en fait depuis dix ans et que surprend l'événement ; le Parlement qui n'a pas non plus d'effet sur ce qui se passe en dehors de lui, les partis politiques, et aussi bien ceux de gauche, fédération quelque peu noyée, oubliée, et parti communiste critiqué, parfois dépassé (Rires sur les bancs du groupe communiste.)

Il s'agit, au sens le plus exact du terme, d'une génération spontanée. Quelque chose s'est mis en route, quelque chose s'est mis en mouvement dans la société française, de confus à coup sûr, d'essentiel je crois.

Il y a des périodes où tout paraît figé ; puis, subitement, tout se met à bouger.

C'est la jeunesse qui a opéré ce déclin. C'est un problème de génération qui se pose, dans le monde entier et sous tous les régimes.

Cela mérite donc une réflexion qui aille au-delà de la seule critique. A cet égard, le rituel de la motion de censure, sorte de vote bloqué à l'envers, paraît quelque peu dérisoire, en tout cas inadéquat, car il ne permet pas d'exprimer une pensée avec toutes les nuances qui, dans un tel débat, sont nécessaires. (Rires sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste. — Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne et sur quelques bancs de l'union des démocrates pour la V^e République.)

Il est, en effet, d'ores et déjà évident que, parmi ceux qui voteront la censure, il en est qui ne jugent pas préférable — et de loin — un gouvernement qui serait dominé par le parti communiste, comme il est évident que, parmi ceux qui ne voteront pas la censure, il en est qui n'approuvent en rien le Gouvernement tel qu'il est ou presque tel qu'il n'est plus. (Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne. — Exclamations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.)

Oui ! dans le drame actuel, la motion de censure n'est qu'une péripétie et personne ne peut s'empêcher de mesurer le décalage entre la dimension de l'événement et la rigidité de cette procédure. (Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne.)

C'est, en réalité, un débat autrement plus profond et plus grave qui nous occupe. Il s'agit au fond de savoir comment, les uns et les autres, nous saurons dessiner la société future.

Mme Claire Vergnaud. Ne craignez rien, vous serez ministre !

M. Jacques Duhamel. Non ! Je ne serais pas ministre, je puis vous l'assurer. Mais vous non plus. En tout cas, je le souhaite. (Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne et sur de nombreux bancs de l'union des démocrates pour la V^e République et du groupe des républicains indépendants. — Exclamations sur les bancs du groupe communiste.)

M. Paul Leloir. C'est le peuple qui décidera !

M. le président. Vous n'êtes pas le peuple. Vous êtes simplement un représentant du peuple et vous n'avez pas la parole.

Je prie le représentant du peuple qu'est M. Duhamel de poursuivre son intervention. (Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République et du groupe des républicains indépendants.)

M. Jacques Duhamel. Le rôle des adultes, et d'abord des élus, n'est pas d'ignorer ce qui est novateur ou de s'en désolidariser, même lorsque cela paraît désordonné. Bien sûr, il faut rétablir l'ordre mais, surtout, il faut organiser une société différente. Notre tâche à tous est de transformer des idées indécises en réformes réalistes, d'orienter des aspirations tumultueuses vers des structures efficaces. Cela exige l'effort de chacun. (Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne.)

Ce qui est en cause va donc au-delà du comportement du pouvoir. Cependant, pour ce qui concerne notre pays, la responsabilité du Gouvernement est considérable. Il serait même tentant de dire que c'est l'heure de justice.

Depuis dix ans vos méthodes et vos choix ont créé un malaise. Depuis quinze jours vos erreurs et vos hésitations ont fait le reste.

Ce mouvement contagieux n'aurait pris ni cette forme ni cette ampleur si le Gouvernement n'avait fait de la seule autorité la vertu cardinale, de la décision octroyée le seul procédé de Gouvernement, du refus de dialogue la règle de conduite politique. (Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne.)

A quoi sert aujourd'hui de vous rappeler que, dès le premier jour de cette législature, et sans cesse depuis lors, le groupe Progrès et démocratie moderne avait prédit et redouté que, sans contestation organisée, ici ou ailleurs, la révolte serait fatale tôt ou tard ?

Vous avez cumulé les inconvénients de la force apparente et de la faiblesse réelle. La force apparente vous a conduit à préférer la concession à la discussion. (Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne et sur plusieurs bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.) La faiblesse réelle vous a conduit à différer sans cesse les réformes sérieuses.

A quoi sert la stabilité si ce n'est à faciliter l'exercice du courage ?

Vous n'avez pas su trouver l'équilibre satisfaisant entre l'autorité de l'Etat et la participation des citoyens. La crise de l'Université offre, à cet égard, une excellente illustration. Au fond, si la révolte s'est d'abord produite là, ce n'est sans doute pas fortuit.

Vous avez fait un effort louable — on l'a rappelé — et nécessaire de démocratisation. Vous avez ouvert des portes, mais vous n'avez ni orienté ni adapté l'enseignement aux exigences de la société moderne. Et si vous ne l'avez pas fait, c'est parce que vous n'avez pas su réduire certaines citadelles, abattre certains privilèges.

La stabilité n'a pas pu faire ce que les barricades ont emporté. On pense au proverbe : « Il y avait des innocents qui ne savaient pas que la chose était impossible, alors ils l'ont faite ». (Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne.)

Si les plus turbulents veulent remettre en cause la société, les plus nombreux veulent simplement remettre en cause l'Université. Cette réforme, chacun maintenant en reconnaît l'urgence, et certains avec d'autant plus de véhémence qu'ils y avaient apporté plus de résistance.

Pourtant, le besoin était connu depuis des années, connu dans son unité — l'inadaptation des objectifs, des programmes et des méthodes — connu aussi dans sa diversité, car les problèmes sont, en vérité, différents d'une faculté à l'autre, ce qui conduit à une autonomie souhaitable des universités.

Ainsi, née de l'Université, la révolte s'est répandue avec spontanéité. L'enchaînement était prévisible dès lors que la preuve était apportée qu'il fallait descendre dans la rue pour ouvrir le dialogue. L'occupation de la Sorbonne conduisait à l'occupation des usines. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

Le mouvement n'aurait pas connu une contagion aussi ample s'il ne s'était inscrit dans un environnement économique de frustration pour le présent et d'angoisse pour l'avenir. Chez les ouvriers comme chez les cadres, comme chez les paysans, l'incidence des progrès techniques sur la vie de la société faisait apparaître une exigence de redistribution des responsabilités qui permit à chacun une emprise sur son avenir. La conscience vient d'en être acquise.

L'angoisse la plus immédiate, nous le savons, porte sur l'emploi, qui ne peut être dissocié de la croissance économique et de la compétitivité commerciale. Il n'y a pas d'engagement

plus impératif pour un gouvernement, quel qu'il soit, que d'assurer le plein et le meilleur emploi. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Un plan qui accepte, fût-ce comme un signal d'alarme, 500.000 chômeurs n'est pas tolérable, au sens exact du terme, et ne peut pas être toléré. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Bien avant les événements actuels, depuis des années, nous vous avions mis en garde. Nous vous avions proposé un plan de relèvement et d'emploi, des mesures précises de relance par l'exportation, l'investissement et la consommation, sachant que un pour cent du revenu national en plus, c'est cinq milliards de richesse en plus pour la nation et des milliers de chômeurs en moins.

Vous l'avez ignoré, par pédanterie technocratique; vous avez refusé de prendre en temps voulu les risques calculés, oubliant qu'il est des moments où il est raisonnable d'être audacieux.

Aujourd'hui, vous êtes placé devant une série de revendications qui vont sans doute vous amener à prendre des risques plus grands.

Nous ne songeons d'ailleurs pas seulement aux revendications de ceux qui ont parfois manifesté dans la violence. Songez aussi, avant qu'il soit trop tard, à ceux qui, tels les paysans, ont tenu à mener leur action dans le cadre traditionnel et qui attendent une garantie non seulement des prix, mais de leurs revenus. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

L'examen de ces différentes revendications pose un problème sérieux et capital. Et comme il se pose ou se posera à tout gouvernement, il n'est pas trop tôt pour en parler un instant.

La crise sociale va ralentir la croissance qu'il fallait au contraire accentuer. Il est donc de l'intérêt de tous qu'elle puisse se résoudre vite. Pour cela il faut discuter, mais il faut que chacun, dès aujourd'hui, dise la vérité.

Des revendications, trop longtemps ignorées, sont légitimes; d'autres ne peuvent, malheureusement, pas être aussitôt satisfaites. Nous avons fait, dans le passé, des expériences qui doivent conduire tous les responsables politiques comme tous les responsables syndicaux à dire ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. Ne créons pas l'illusion, sinon on engendre la déception. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Oui! l'inflation aurait vite fait de reprendre en sous-main, surtout aux plus défavorisés, ce qui serait accordé d'excessif. Si l'information et le dialogue étaient mieux organisés au sein des entreprises, chacun en prendrait plus aisément conscience.

A cet égard — ne nous y trompons pas — la revendication n'est pas seulement d'ordre matériel.

Il est possible, il est donc nécessaire de répartir mieux. Mais il faut aussi produire plus et, pour cela, demeurer compétitif. Certains s'illusionnent s'ils pensent qu'en renonçant au Marché commun notre pays disposerait de possibilités supplémentaires. Le Marché commun ne constitue pas une solution miracle, mais il rend les solutions possibles.

L'autarcie nous conduirait vite à la stagnation. C'est au contraire dans la mesure où nous saurons conquérir des marchés plus larges que nous pourrions développer nos activités et augmenter l'emploi.

Ne nous faisons pas d'illusion: ceux qui ne sont pas capables de porter la concurrence ne seront pas capables de la supporter. Assurer la compétitivité de l'économie française est un impératif social. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne et sur plusieurs bancs de l'Union des démocrates pour la V^e République et du groupe des républicains indépendants.*)

Compte tenu des événements — mais, pour notre part, nous l'avons déjà réclaté — le V^e Plan doit être révisé. Il devra comporter de nouveaux équilibres et de nouveaux objectifs. Il faut de toute urgence élaborer un plan rectificatif, qui mettra nécessairement en cause diverses priorités que le Gouvernement avait jusqu'à présent retenues.

Oh! nous ne sommes pas de ceux — vous le savez bien, monsieur le Premier ministre — qui prétendent que la France pourrait se passer de défense nationale ou même qu'une réduction des crédits militaires résoudrait tous les problèmes. Mais il ne m'est pas possible d'admettre que les dépenses militaires continuent à augmenter plus vite que le revenu national. Ne commettons plus une erreur fondamentale de stratégie. Car nous nous trompons actuellement de combat et, sous prétexte de nous préserver contre une guerre qui ne nous menace pas ou qui, en tout cas, ne nous menace pas directement, nous perdons peu à peu des atouts et nous aliénonons nos forces dans un autre combat qui, lui, est proprement engagé, le combat du progrès social et de la compétition

commerciale. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

Mais il n'y a pas seulement le contenu du Plan, il y a la méthode du Plan. Il sera plus facile — et les dirigeants syndicaux le savent — de faire comprendre ces exigences de progrès et de compétition si les choix sont mieux délinéés et plus clairement expliqués.

Le Plan doit être élaboré et suivi de telle sorte que chacun puisse y placer ses espoirs et, alors, en accepter les disciplines. Entre ne rien entendre et tout céder il y a, monsieur le Premier ministre, la marge de la confiance. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

Or, cette confiance, le Gouvernement l'a très largement perdue dans la nation. Quant à la confiance que vous cherchez dans cette Assemblée, est-ce que le chef de l'Etat l'accordera encore demain à votre Gouvernement? Ne parle-t-on pas déjà partout d'un remaniement profond?

Oui! un changement est nécessaire pour pouvoir associer discussion et autorité, un changement de méthode, de politique et de cadre.

Un changement de méthode d'abord. Je ne dis pas qu'il ne faut pas que, dans notre monde moderne, il n'y ait, en fin de compte, quelqu'un qui décide, mais les décisions doivent être délibérées auparavant et, si possible, avec le plus grand nombre. La décision ne doit pas toujours venir d'en haut. Dans un monde animé par l'esprit d'équipe, il faut une délibération. Cela vaut dans l'Université comme dans les entreprises, pour les affaires privées comme pour les affaires publiques.

Un changement de politique ensuite. Je l'ai dit et je le répète, l'accent doit être mis sur une nouvelle répartition des crédits pour le plein emploi des hommes et des équipements, pour une nouvelle répartition des ressources, pour une meilleure justice entre les personnes et entre les régions.

Un changement de cadre enfin. La France ne peut pas faire tout toute seule. Vous avez une sorte de prétention à vouloir donner des leçons à tous ou à vouloir tout entreprendre par la France seule.

Vous savez qu'à cet égard notre réponse à nous serait l'Europe et vous savez que l'élan en a été brisé. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

C'était pourtant une mystique qui aurait peut-être ouvert un dépassement aux générations nouvelles.

Provoquer ces changements, c'est tout le sens du combat que nous menons depuis déjà des années. Pour notre part, nous voulons qu'il triomphe dans l'ordre, dans le respect de la Constitution. Mais quand les réformes ne viennent pas, c'est la révolte qui apparaît.

Aujourd'hui, notre volonté unanime, qui est d'ailleurs celle de l'immense majorité des Français, c'est de parvenir, dans le respect des institutions à un changement de politique.

N'y a-t-il pas, dans cette Assemblée, une majorité qui puisse répondre à ce qui est majoritaire dans la conscience nationale? N'y a-t-il pas, au-delà des barrières qui séparent artificiellement plusieurs de nos groupes, des hommes capables de s'associer pour un gouvernement de réforme, des hommes capables de forger ensemble une société nouvelle, plus dynamique plus juste et plus digne? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne et sur plusieurs bancs des républicains indépendants.*)

N'y a-t-il pas, ici et là, des hommes prêts à se dégager du caren dans lesquels les enferme l'inconditionnalité, dans un sens ou dans un autre?

N'y a-t-il pas, ici et là, des hommes prêts à répondre à cet élan nouveau qui se lève, des hommes qui refusent aussi bien le pouvoir dominé par un seul qu'une alliance dominée par le parti communiste? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne et sur plusieurs bancs des républicains indépendants et de l'Union des démocrates pour la V^e République.*)

Les Français veulent un changement. Ils ne veulent pas l'aventure. Pour éviter l'aventure, nous, nous voulons le changement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

M. le président. La parole est à M. Robert Poujade. (*Applaudissements sur les bancs de l'Union des démocrates pour la V^e République et du groupe des républicains indépendants.*)

M. Robert Poujade. Mesdames, messieurs, c'est au Parlement qu'il incombe de contrôler et de juger l'action du Gouvernement. (*Rires sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

C'est au Parlement que se dégagent et que se déterminent, après consultation du peuple, majorité et opposition. Là est la

loi de la démocratie. C'est pourquoi nous sommes heureux de ce débat, en une période où des minorités agissantes prétendraient imposer leur volonté, de ce débat qui nous ramène à une conception à la fois plus rigoureuse et plus raisonnable de la vie publique. (Applaudissements sur les bancs de l'Union des démocrates pour la V^e République et du groupe des républicains indépendants.)

Dans un tel débat la passion est permise, mais la violence ne l'est pas. Il ne servirait à rien de nous dresser les uns contre les autres. Le pays, s'il suit les événements de ces derniers jours avec une gravité non dépourvue d'inquiétude, est beaucoup plus calme que ne l'imaginent ou que ne le souhaitent certains. Il attend, j'en suis sûr, de l'Assemblée nationale, une entière conscience des périls que court la nation : il attend de l'Assemblée que, refusant le sectarisme et les excès, elle se prononce avec gravité et avec dignité sur une motion de censure naguère préparée sans enthousiasme et qui suit péniblement les événements graves que ses auteurs n'avaient d'ailleurs pas prévus et que l'on ne pouvait au demeurant prévoir. (Applaudissements sur les bancs de l'Union des démocrates pour la V^e République. — Exclamations et interruptions sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.)

A en croire certains représentants de l'opposition, les troubles de Nanterre, qui ont débouché sur les jours et les nuits d'émeute du Quartier latin, s'expliquent par l'incapacité de la majorité à prévoir et à pourvoir en ce qui concerne l'Université. Cette thèse ne correspond en rien à la réalité des faits. Sous la quatrième République... (Vives interruptions sur certains bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.)

Plusieurs députés de la fédération de la gauche démocrate et socialiste. Assez ! Assez !

M. le président. Mesdames et messieurs, il faudrait peut-être que vous acceptiez d'entendre, de part et d'autre, des propos qui vous déplaisent, sinon il n'y a plus de parlement possible.

M. Robert Poujade. Sous la IV^e République, les censeurs de l'actuelle majorité ont eu en charge l'éducation nationale : ils ne l'ont pas réformée, souvent parce que les cadres des partis qui étaient les leurs se cramponnaient à l'Université de jadis, à l'Université de Fontanes revue et corrigée par Duruy et par Ferry. Les plus avancés des opposants de l'Université n'ont rien voulu devoir à la V^e République : ni respect, ni gratitude, ni réformes. Aujourd'hui, ce sont leurs étudiants — une partie du moins — qui les réforment sans excès de gratitude ni de respect. (Applaudissements sur les bancs de l'Union des démocrates pour la V^e République.)

Car, mesdames, messieurs, l'opposition, avant d'être l'opposition au Gouvernement, a été, ne l'oublions pas, l'opposition à la réforme, et s'est longuement battue sur les tranchées de l'académisme et de la tradition.

Nous pourrions vous rappeler la vieille formule « médecin soigne-toi toi-même... *medice curate ipsum* ». Il est plus juste de dire que nous avons les uns et les autres, dans la situation de l'Université, une responsabilité collective, une responsabilité de plusieurs générations, de plusieurs régimes et de plusieurs Républiques.

Beaucoup de choses, c'est certain, sont à revoir aujourd'hui encore dans notre Université. On peut le dire en termes simples et en quelques mots : l'enseignement est un don total.

La spécialisation bornée, la solitude magistrale, une conception archaïque et bureaucratique de l'examen ont accru le désarroi des étudiants aux prises avec la vie moderne, car l'étudiant est un inquiet. Dans un système d'enseignement où l'orientation est encore très déficiente et où la pédagogie ne l'est pas moins, il arrive mal préparé à des études supérieures qui ne constituent pas pour lui une vraie structure d'accueil. Il y sait mal ce qu'on veut de lui, ce qu'il veut lui-même et ce qu'il pourra devenir.

Mes chers collègues, j'ai été professeur pendant quinze ans et j'avoue avoir éprouvé plus d'une fois inquiétude et doute en me disant : « tu laisses vivre à d'autres ce que tu as jugé si éprouvant naguère : le jugement fondé sur une note, l'attente crispée d'une lumière qui ne vient pas, d'un appel qu'on ne perçoit pas... ».

Cette solitude de l'étudiant dans une Université qui devrait, pour mériter son nom, être une « Communauté », telle est à vrai dire l'origine profonde des journées dramatiques que nous avons connues. Sans cette solitude entretenue, malgré les efforts des pouvoirs publics, on n'aurait pas vu une foule d'étudiants se diriger vers des études sans débouchés, sinon la révolte, on n'aurait pas vu des professeurs se glorifier de recevoir aux examens le plus petit nombre possible d'étudiants et faire gorge chaude d'une insuffisance qui n'était trop souvent qu'ina-

daptation. (Applaudissements sur les bancs de l'Union des démocrates pour la V^e République.)

J'ajoute qu'à vouloir bien faire, nous avons parfois aggravé le mal. Nous avons logé les étudiants que nous ont légués nos prédécesseurs — à quels, appliquant la loi de l'éternel retour, voudraient devenir nos successeurs — dans des campus immenses. Mais le campus où le béton est roi, l'arbre rare et la chaleur humaine absente est un univers kafkaïen qui symbolise matériellement l'errance vaine de l'étudiant en quête de sa vie et de son destin : la solitude y devient alors inhumaine et cela explique beaucoup de choses.

Est-ce à dire que tout se résoudra par miracle dans la parodie romantique des journées d'octobre qui a, ces derniers jours, donné aux étudiants « l'illusion lyrique », comme dirait André Malraux, qu'ils fondaient une nouvelle société ? Eh bien, je dois dire que je ne le crois pas.

Non, honnêtement, je ne le crois pas. L'utopie actuellement coule à flots, souvent avec une générosité étonnante, j'en conviens aussi. Certains, par exemple, semblent vouloir persuader, ou se persuader, qu'il n'y aura jamais plus d'examens. Imaginez qu'un employeur embauche, pour se servir d'une machine délicate, un ouvrier dont il ignore la qualification ! Imaginez que l'on confie vos enfants à des professeurs dont les capacités n'auraient jamais été examinées !

D'autres proposent tout bonnement et tout démagogiquement de donner tout de suite les diplômes à tout le monde. Il faut avoir le courage de le dire : on ferait de ceux qui seraient les apparents bénéficiaires de cette solution de facilité une génération sacrifiée qui demain ne vaudrait pas cher sur le marché de l'emploi. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

Pour n'évoquer que ces problèmes, parmi bien d'autres qui se posent à l'Université, il faut admettre que la réforme des examens n'est pas simple et qu'elle ne se fera pas en un jour. Il faut sans doute aller — et nous aurons l'occasion d'y revenir — vers des brevets d'orientation et de capacité, avec de nombreuses passerelles et de nombreuses issues. L'État, les parents d'élèves, les étudiants, les maîtres doivent dès à présent entamer cette réforme, comme les autres, avec une détermination sereine et aussi une liberté d'esprit particulièrement nécessaire.

Quant aux événements du Quartier latin qui ont bouleversé le pays, il convient de les juger, comme on doit juger toute chose, avec objectivité. Si cette objectivité ne devait avoir, mesdames, messieurs, qu'un seul refuge, il faut espérer qu'il se trouverait dans cette enceinte, et j'essaierai, en ce qui me concerne, de ne pas m'en écarter.

M. Guy Desson. Commission d'enquête I

M. Robert Poujade. Que s'est-il passé exactement avant la nuit d'émeutes du vendredi 9 mai ? Je ne reviendrai pas sur les mois d'agitation à Nanterre, au cours desquels le libéralisme du Gouvernement et celui de l'Université, en la personne du moins de ses maîtres, ont indiscutablement été très grands. Je ne prétends aujourd'hui ni excuser, ni condamner : je voudrais seulement essayer de comprendre, avec vous, un monde qui, par vocation, ne m'est pas étranger.

Cette explosion d'absolutisme anarchique est dans la logique de l'évolution de l'esprit humain. A partir du moment où l'esprit se libère de toutes les traditions, il va jusqu'au bout de lui-même, jusqu'aux générosités les plus ardentes, mais aussi jusqu'aux plus dangereuses tentations. Nous n'avons pas à condamner les démarches de l'esprit, mais nous vivons dans un monde où la démocratie ne peut pas vivre sans lois, même si l'esprit s'en affranchit.

Il est bien évident que tout était remis en cause à Nanterre : la société, la liberté, la démocratie, et aussi parfois, ce qui est plus fâcheux ou en conviendra, la liberté de pensée et d'expression.

On ne peut éluder le problème de savoir qui porte la responsabilité des désordres qui ont si mal fini au Quartier latin. La solution la plus simple consiste à dire que le Gouvernement, décidé à s'allier des ennuis et la réprobation de l'opinion publique, a lancé ses policiers sur des étudiants pacifiques. Voir autrement les événements ce serait, me dirait-on, manquer non seulement au respect que l'on doit à ceux qui font et défont l'opinion, n'ayant, pour leur part, point de responsabilité publique et ce serait manquer aussi à une vieille tradition française selon laquelle les étudiants ont toujours raison et la police toujours tort.

Cette attitude est commode, confortable et a l'avantage de donner bonne conscience. Savoir ce qui s'est réellement passé à la Sorbonne, dans quelles conditions l'entrée de la police y a été réclamée par un recteur qui ne le faisait pas de gaité de cœur, relèvera l'attention de ceux qui se pencheront de plus près sur ces événements. Je souhaiterais pour ma part, et je ne le dis pas au hasard, qu'une enquête soit ouverte...

M. André Labarrère et plusieurs membres de la fédération de la gauche démocrate et socialiste. Une commission d'enquête!

M. Robert Poujade. ... non pour incriminer quiconque, cela est dépassé, mais pour expliquer un certain nombre de faits troublants que l'on commence à entrevoir, et que le silence entretenu par la crainte a encore laissés dans l'ombre.

Quant à l'émeute, c'est une des plus violentes qu'ait connues Paris depuis longtemps, hélas! Le Quartier latin a toujours été — et il l'était lorsque j'étais moi-même étudiant il y a une vingtaine d'années — le théâtre d'affrontements arbitrés souvent sans douceur par les forces de l'ordre. Mais si l'on admet que le fait de dresser quarante ou cinquante barricades, d'incendier des dizaines de voitures, de jeter sur le service d'ordre des milliers de pavés, mérite des encouragements et des médailles (*Exclamations sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*) — voyez les photographies — alors ne parlez pas de violence révolutionnaire, ne parlez plus de pouvoir étudiant, parlez du pouvoir de la rue et renoncez demain à gouverner. (*Vifs applaudissements sur les bancs des démocrates pour la V^e République et du groupe des républicains indépendants.* — *Protestations sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Quant aux forces de l'ordre, il est facile d'exiger d'elles le plus absolu sang-froid et le refus de toute violence. Toute troupe, vous le savez tous, lorsqu'elle est systématiquement harcelée, lorsqu'elle voit tomber ses camarades — et je vous rappelle qu'on a relevé les blessés les plus graves dans les rangs de la police, pourtant assez bien protégée — (*Interruptions et exclamations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.*) toute troupe, dis-je, lorsqu'elle est épuisée de fatigue, de menaces et d'injures devient, c'est un fait, nerveuse et dure. Dans la fièvre des combats, car il s'est agi de combats, les meilleurs poussent loin l'abnégation, les autres poussent loin l'exaspération. Il y a une hypocrisie inadmissible... (*Protestations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Plusieurs membres de la fédération de la gauche démocrate et socialiste. Chez vous, chez vous!

M. Robert Poujade. ... de la part d'hommes qui ont exercé des fonctions publiques (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République.*) à méconnaître tous les risques que l'on assume lorsqu'il faut maintenir l'ordre et les responsabilités, tragiques parfois — le mot n'est pas de moi — qu'il faut exercer.

Il est à vrai dire miraculeux que la nuit d'émeutes du Quartier latin n'ait fait aucun mort. Je pense que la gendarmerie mobile, les compagnies républicaines de sécurité et la police parisienne ont, en définitive, évité le pire; et cela doit être dit. (*Vifs applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République et du groupe des républicains indépendants.*)

Si, du moins, ces désordres et ces violences, qui auraient pu finir beaucoup plus mal, ont éclairé l'opinion sur les problèmes de la jeunesse française, et spécialement de la jeunesse étudiante, je partage en cela le sentiment de M. Billères, on pourra dire qu'à quelque chose du moins malheur aura été bon.

Mais cette crise, à la vérité, a secoué tout l'échiquier politique. Partis et syndicats se sont sentis dépassés par des mouvements qui se situent dans un cadre qui n'est pas le leur et dont le contrôle leur échappe. Voilà, mesdames, messieurs, les raisons véritables du second acte que nous sommes en train de vivre et qui pourrait se révéler une vraie tragédie nationale.

Qui peut imaginer, en effet, que le parti communiste (*Murmures sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*) aurait accepté, sans réagir, de se voir tourné sur sa gauche et de perdre l'initiative et le bénéfice d'une agitation? Nous assistons aujourd'hui à la relève des organisations extrémistes et anarchiques d'étudiants par le parti communiste qui a mobilisé dans tout le pays l'ensemble de son appareil, y compris ce qui ne sort des profondeurs que dans les grandes circonstances, lorsque l'on peut profiter de l'occasion et tenter un grand coup. Dans la presque totalité des cas, ce sont ces hommes qui ont organisé minutieusement les arrêts de travail et préparé la généralisation du mouvement. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République.* — *Interruptions sur les bancs du groupe communiste.*)

M. Waldeck Rochet. Faites droit aux revendications!

M. Robert Poujade. Je suis revenu hier de Dijon où je puis vous assurer que la très grande majorité des travailleurs n'arrêtaient pas le travail dans l'enthousiasme et la spontanéité. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour*

la V^e République. — *Exclamations sur les bancs du groupe communiste et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Les mêmes témoignages, mes chers collègues, vous avez pu les rapporter de vos provinces. Le scénario est très souvent le même: Une minorité décide, un piquet de grève règle le problème de la liberté d'expression et de travail, et l'entreprise ne tourne plus. (*Nouveaux applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République.* — *Interruptions sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.*)

La grève est un droit et parfois un devoir, j'en suis parfaitement convaincu, croyez-le. Ne sont exempts de grève que les pays qui sont exempts de liberté. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République et du groupe des républicains indépendants.*)

Mais les travailleurs français, en ce mois de mai 1968, subissent la grève beaucoup plus qu'ils ne la font. (*Dénégations et protestations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.* — *Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République.*)

M. André Labarrère. Ce n'est pas vrai! N'insultez pas les ouvriers.

M. le président. Monsieur Labarrère, que vous ne soyez pas d'accord avec M. Poujade, ce n'est pas surprenant, mais je vous prie de garder le silence.

Je vous en prie, mes chers collègues, gardez le silence, soyez calmes.

M. Robert Poujade. Les travailleurs français sont beaucoup mieux informés qu'on ne le prétend parfois. Ils savent que l'État ne dispose pas d'un trésor caché pour satisfaire tous les besoins, toutes les exigences, quelle que soit leur légitimité. Ils connaissent la situation des entreprises au moment où vont s'ouvrir les frontières. Ils savent aussi que la légende des énormes profits capitalistes... (*Vives exclamations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.*)

M. Guy Ducloné. Ils les connaissent!

M. Robert Poujade. ... du moins, en ce qui concerne l'industrie française, n'est qu'une légende et que l'enchaînement des grèves ne déboucherait ni sur la satisfaction de toutes les revendications ni sur l'amélioration des conditions de vie et du pouvoir d'achat.

Sur quoi déboucheraient-elles? D'abord sur la misère des plus pauvres, car ce sont les plus pauvres que frapperait d'abord le coup irrémédiablement porté à notre économie. Ce sont ceux qui n'ont pas de réserves, pas de solution de rechange. Elles déboucheraient, ces grèves, sur une crise économique sans précédent depuis plus d'une décennie. Alors, les Français, qui n'ont pas connu ce que la IV^e République nous a donné de pire (*Protestations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste*): l'inflation, la monnaie fondante, l'épargne dissipée, recevraient, trop tard, une leçon d'histoire rétrospective dont ils auraient eu avantage à se passer. (*Nouvelles exclamations et interruptions sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.* — *Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République.*)

M. Georges Fillioud. Poujadiste! (*Rires sur divers bancs.*)

M. le président. Pas de provocations! Ce n'est pas nécessaire, croyez-moi!

M. Robert Poujade. Ceux qui lancent délibérément le pays dans cette aventure ont fait leur choix. Depuis quelques jours, la loi de la pesanteur s'exerce sur la gauche. Ceux-là mêmes qui réclament la démission du Gouvernement, ou qui la réclamaient, font de plus en plus figure d'exécutants et de comparses au profit de ceux qui s'emploient à mettre le pays en condition et à s'emparer du pouvoir. Ils agissent comme ces personnages de Cocteau qui disent: « Puisque ces mystères nous dépassent, feignons d'en être au moins les organisateurs ». (*Rires et applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République et sur plusieurs bancs du groupe des républicains indépendants.*)

Oui, la République serait en danger si, comme le réclament avec tant d'impudence certains membres de l'opposition qui seraient, comme je l'ai dit, les Girondins de cette aventure, le Gouvernement se voyait contraint de se retirer par ceux-là mêmes dont le devoir est aujourd'hui, à l'Assemblée nationale, de confirmer, comme l'opinion l'attend, son autorité pour maintenir la paix civile et faire les réformes nécessaires.

Ces réformes, celles que souhaite vraiment l'opinion, sont de deux ordres: comme l'a montré le mouvement étudiant, une

participation plus grande des citoyens à tous les niveaux de la vie publique. (*Exclamations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.*)

On ne dira jamais assez le mal qu'a pu faire dans ce pays de vieux humanisme, où les contacts humains et l'usage du bon sens devraient primer l'esprit de géométrie, une lente technocratisation de l'Etat. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République. — Exclamations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Les régimes et les républiques se sont succédé sans apporter de remède au mal et la V^e République, plus réformatrice, plus efficace dans beaucoup de domaines, n'a pas assez résisté à cette tentation des sociétés industrielles de préférer au gouvernement des hommes le gouvernement des choses. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République et sur plusieurs bancs du groupe des républicains indépendants.*)

Le peuple attend aussi une meilleure information (*Exclamations et rires sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste. — Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République*) de tout ce qui concerne non seulement les grandes affaires, mais de tout ce qui le touche directement.

Le problème dépasse largement celui de l'objectivité de l'information à la radio ou à la télévision (*Exclamations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.*), qui est lui-même rarement abordé avec objectivité. Il y a même des comités de censure dans les journaux parisiens aujourd'hui. Croyez-vous que ce soit compatible avec la Constitution ? (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République et sur plusieurs bancs du groupe des républicains indépendants.*)

Le problème concerne tous ceux qui, dans la nation, ont à connaître et à faire connaître. Il concerne le secteur public comme le secteur privé, il concerne ceux dont le seul métier est d'informer, ceux qui, jusqu'à présent, n'ont pas compris les charges de ce métier, et ceux dont le rôle n'est pas en principe d'informer et qui devraient savoir pourtant que cela fait aussi partie de leur mission.

M. Georges Fillioud. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur Poujade ?

M. Robert Poujade. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Fillioud, avec la permission de l'orateur.

M. Georges Fillioud. Je veux seulement demander à M. Poujade de préciser dans quel journal parisien il existe aujourd'hui un comité de censure.

Nombreux députés sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République. Dans tous ! Dans tous !

M. Robert Poujade. Je vous répondrai simplement ceci : renseignez-vous auprès des représentants de la presse. (*Exclamations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Je voudrais dire enfin que nous avons pour notre part à résister à une tentation : celle de mettre l'opposition en face de ses responsabilités, celle de ne pas nous refuser à la crise.

Cette tentation peut s'expliquer aisément. Si vraiment les oppositions pouvaient accéder démocratiquement au pouvoir, elles nous donneraient l'occasion de mettre en lumière l'immense mystification dont on essaie de rendre victime le peuple français et d'abord le monde ouvrier. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République.*) Si, comme il est probable, la nation porte sur l'agitation actuelle un jugement sans indulgence, ce jugement mettrait un terme à notre débat et nous permettrait sans doute de donner à la majorité des assises plus larges et des coudées plus franches. (*Exclamations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Mais nous savons malheureusement qu'en réalité la République, dans les jours qui viennent, n'aura pas besoin d'ajouter une crise parlementaire à d'autres crises. Nous savons que

nous aurons — et lorsque je dis « nous », mon propos déborde largement les travées où siègent ceux qui se réclament de la majorité — à faire face à de graves menaces.

Le pays attend que le chef de l'Etat s'adresse à lui (*Protestations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.*) après que vous vous serez librement prononcés.

M. René Cassagne. Le pays attend autre chose !

M. Robert Poujade. Il se tourne d'instinct vers le général de Gaulle. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République et plusieurs bancs du groupe des républicains indépendants. — Protestations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.*)

Mais oui ! Et vous le savez bien.

Il se tourne d'instinct vers le général de Gaulle parce que les liens de la raison et ceux du cœur l'unissent étroitement à celui qui a plusieurs fois déjà sauvé la République (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République et sur plusieurs bancs du groupe des républicains indépendants*) et forcé le respect et l'admiration de ceux-là mêmes qui n'étaient pas ses compagnons de route.

Mais le pays attend aussi que vous émettiez le vote de raison, de sagesse, d'union qui lui montrera que le Parlement, en une heure grave, est pleinement conscient de ses responsabilités, qu'il assume son rôle qui est, entre autres, d'aider le chef de l'Etat et le chef du Gouvernement à défendre la République, les institutions, à défendre la liberté dont l'amour nous unit au-delà des frontières politiques et pour laquelle, s'il le faut demain, comme nos aînés, nous donnerons non pas seulement le meilleur de nous-mêmes, mais tout. (*Applaudissements sur les bancs de l'union des démocrates pour la V^e République et sur plusieurs bancs du groupe des républicains indépendants.*)

M. Henry Rey. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Rey.

M. Henry Rey. Monsieur le président, le groupe de l'union des démocrates pour la V^e République demande une suspension de séance d'une demi-heure.

M. Guy Desson. Pour aller aux ordres !

M. le président. Il est d'usage d'accueillir favorablement de telles demandes. Nous allons donc interrompre nos travaux. Mais, étant donné l'heure, il est préférable de ne les reprendre qu'après dîner. (*Protestations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.*)

— 5 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Ce soir, à vingt et une heures trente, deuxième séance publique :

Suite de la discussion et vote sur la motion de censure déposée par MM. Mitterrand, Waldeck Rochet, Guy Mollet, Robert Ballanger, Delferre, Billoux, Bouthière, Raymond Barbet, Cornut-Gentille, Chambaz, Chandernagor, Coste, Robert Fabre, Juquin, Labarrère, Depietri, Darchicourt, Baillet, Georges Bonnet, Paul Laurent, Paul Duraffour, Dupuy, Marceau Laurent, Hostier, Leccia, Houël, Zuccarelli, Lemoine, Charles Privat, Leroy, René Cassagne, Mme Colette Privat, MM. Benoist, Ducloné, Carpentier, Mme Prin, MM. Fouet, Pierre Cot, Delvaingière, Fajon, Gilbert Faure, Guille, Tony Larue, Lavielle, Bouloche, Ernest Barbier, Pic, Chochoy, Delelis, Loustau.

(Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.)

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-huit heures cinq minutes.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique de l'Assemblée nationale,
VINCENT DELBECCHI.

(Le compte rendu intégral de la 2^e séance de ce jour sera distribué ultérieurement.)

